

**Séance ordinaire du  
mardi 18 juillet 2023**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-trois et le dix huit juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

**Absents / Excusés :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, François VASQUEZ

**Adoption du règlement relatif à la protection fonctionnelle des élus et des agents -  
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La protection fonctionnelle désigne l'ensemble des mesures de protection et d'assistance dues par l'administration envers ses élus et ses agents afin de les protéger et de les assister contre les attaques dont ils font l'objet dans l'exercice de leurs fonctions, en raisons de celles-ci, et à raison de faits n'ayant pas le caractère d'une faute personnelle.

Les textes régissant la protection fonctionnelle sont détaillés aux articles L. 134-1 et suivants du Code de la fonction publique, dans le décret n°2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit et les circulaires FP n°2158 du 5 mai 2008 relative à la protection fonctionnelle des agents publics de l'État et du 2 novembre 2020 visant à renforcer la protection des agents publics face aux attaques dont ils font l'objet dans le cadre de leurs fonctions. Il peut s'agir d'atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, de violences, d'injures ou de diffamation, d'outrages etc., pouvant être commis par des agents ou élus ainsi que par des tiers (usagers et administrés, notamment).

De la même manière, un élu ou un agent faisant l'objet de poursuites civiles (faute de service) ou pénales peut se voir accorder la protection fonctionnelle jusqu'à l'établissement de la réalité des faits.

Elle peut être accordée aux élus, agents titulaires, contractuels, collaborateurs occasionnels, contrats aidés, aux anciens agents ainsi qu'au conjoint, concubin, partenaire de PACS, enfants et ascendants directs de l'agent.

Un lien de causalité entre le fait générateur de l'attaque ou l'agression et les fonctions exercées par l'agent ou l'élu doit être établi et aucune faute personnelle ne doit pouvoir être imputée à l'agent.

La protection fonctionnelle se matérialise généralement par deux grands axes :

- Actions de prévention et de soutien :
  - o Éventuelle mise en sécurité en faisant cesser la situation créatrice du dommage
  - o Soutien avec un rôle primordial de la hiérarchie ;
  - o Écoute et prise en charge psychologique et/ou médicale éventuellement ;
- Accord (ou non) de la protection fonctionnelle, conduisant à la prise en charge :
  - o Des frais d'avocats dans le cadre de procédures devant les tribunaux ;
  - o Des frais de procédure devant les tribunaux ;
  - o Des indemnisations en cas d'insolvabilité des auteurs d'infractions reconnus coupables.

Afin d'harmoniser le traitement des demandes et de fixer un cadre dans le cadre du 2<sup>e</sup> axe évoqué ci-dessus, un règlement (identique pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier) est proposé afin de pouvoir déterminer :

- La procédure administrative à suivre en interne avec le support de la hiérarchie ;
- Les modalités financières de traitement des dossiers.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes du règlement relatif à la protection fonctionnelle, applicable aux élus et aux agents communaux ;
- De dire que les recettes et dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 25 juillet 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 26 juillet 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2023\_07\_18\_projet\_reglement\_protection\_fonctionnelle\_Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20230718-236695-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 25/07/23  
Réception en Préfecture : 25/07/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.